



CTR du 30 avril 2020

Déclaration liminaire

Point d'information Covid-19 :

Aux masques et cætera

Madame la Présidente,

Nous sommes réunis ce jour en CTR, à la fois format CHS-CT et GT, avec pour seul thème le Covid-19. Cette petite « gripette » du début d'année, qui amusait nos dirigeants et qui poussait même le Président de la République à nous engager à aller au théâtre en février n'amuse plus personne aujourd'hui.

Une ex-ministre de la santé proclamait le 21 janvier que « *le risque d'introduction en France est faible mais ne peut pas être exclu* ». Elle précisait que « *la situation est très évolutive* » et que « *aucune mesure de contrôle aux frontières n'a été prise, conformément aux recommandations de l'OMS* ». Le 24 janvier, elle confirmait que « *les risques de propagation du virus dans la population sont très faibles* ». A l'aune de la situation actuelle, nous pouvons sérieusement douter de la capacité du gouvernement à s'organiser efficacement contre la propagation du virus.

Cette pandémie mortelle a endeuillé de très nombreuses familles et a plongé l'ensemble de la population dans une profonde anxiété. La douane n'a pas été épargnée, loin s'en faut, et l'UNSA Douanes apporte son soutien à toutes les familles de nos collègues touchés.

De nombreuses personnalités censées ou institutions éclairées exhortaient les nations à se protéger d'une pandémie virale durant la dernière décennie. C'est ainsi que des pays au développement comparable au nôtre sont moins impactés par le Covid-19.

Plus récemment, c'est la situation en Chine, première grande nation touchée, qui pouvait encore alerter les autres nations. Ce tsunami était donc prévisible, mais pas pour tous, en tout cas imprévisible pour nos dirigeants puisque pour limiter son impact, tout arrive régulièrement avec retard.

C'est ainsi que la seule vraie réponse apportée a été le confinement généralisé pour palier le manque de moyens. Dans ce cadre, notre hiérarchie n'a pris attache auprès des OS que pour des échanges de pure forme !

Des plans de continuité d'activité sont sortis du chapeau sans concertation et avec peu d'explications, ce qui a interpellé les organisations syndicales et les personnels. La majorité des agents s'est retrouvée confinée chez elle, en ayant seulement comme réponse à ses interrogations : « *vous serez informés en temps voulu* » ! Réponse un peu maigre qui dénote un flottement certain.

Confiants néanmoins dans les décisions qui seraient prises pour défendre leurs intérêts, les agents s'aperçoivent maintenant que les règles sont établies après coup afin de leur imposer une suppression de jours d'ARTT ou de congés. Comment ne pas comprendre le mécontentement des personnels face à cette situation injuste et violente ?

En cela, nous vous renvoyons vers nos (trop) nombreuses interventions écrites, publiées en avril et dénonçant l'autoritarisme qui s'installe dans les cabinets ministériels. Nos dirigeants n'ont aucune confiance, ou pire, aucune envie d'entendre les propositions des agents du public concernant les efforts de solidarité, pourtant bien nécessaires pour préserver notre pays, nous en convenons tous.

Nous aurions pu avoir un secteur public de 2^{ème} et 3^{ème} ligne engagé activement dans une dynamique de relance de la nation, chacun en fonction de ses possibilités et sensibilité. Doux rêveurs que nous sommes, puisque nos dirigeants ont préféré nous anesthésier dans une mesure passive, brutale et punitive !

Alors ? Qu'attendre de nos échanges aujourd'hui ? L'élaboration d'une vraie stratégie de sortie de crise ? La prise en compte des réactions syndicales ? La période nous a appris à ne plus nous faire aucune illusion. Vous agissez en disciple des ministres qui, de toute façon, ne vous laissent aucune marge véritable de manœuvre.

Il y a deux jours, le premier ministre a exposé le plan de déconfinement national. Un plan dont nous avons bien compris qu'il était essentiellement tourné vers le retour au travail du plus grand nombre et donc des douaniers. Il faut, pour cela, les libérer de leurs enfants les plus jeunes qu'ils n'auront plus à garder au moyen de réouvertures des crèches et classes primaires voire secondaires ! Le sacro saint PIB étant l'objet du credo d'Edouard Philippe.

Mais nous avons entendu beaucoup d'incantations encore une fois : « *d'après les observations, qui pourraient évoluer* » ; « *en fonction d'analyse chiffrées qui pourraient remettre en cause le déconfinement* », etc., etc. Bref, serons-nous rouges, serons-nous verts, aurons-nous les moyens de nous protéger efficacement ? Autant de questions qui demeurent sans réponses fiables et qui nous laissent, de fait, dans la crainte du lendemain.

Nous aurons surtout retenu que les choix, et leur responsabilité en corollaire, vont se reporter vers les préfets, les maires, les collectives locales, les responsables d'administration et les chefs d'entreprises. Alors nous vous dirons simplement que pour ne pas faire partie de la charrette de ceux contre qui des plaintes seront déposées, il vous reste maints problèmes pratiques à régler avant un redémarrage.

Le principal étant toujours le manque de matériel de protection en quantité nécessaire sur le long terme, tels que les masques, gants, lunettes, gel, sur-chaussures, etc. Nous retenons vos consignes de la mi-mars : « *pas de matériel de protection = pas de mise en œuvre du contrôle !* ». Cette consigne de bon sens ne pourra s'arrêter le 11 mai, le 2 juin ou le 31 décembre. Elle devra même se généraliser et ce pour tous les métiers de la douane : *pas de matériel de protection = pas de contacts !*

Les stocks annoncés de la DG (en mode confinement) ne seront pas suffisants si une remontée en puissance de l'activité est impulsée, au milieu de facteurs exogènes dus à la remise en route des activités dans le pays. Gageons que d'ici là les commandes de matériels, aux normes bien évidemment (sic !), seront parvenues jusqu'aux gabelous.

Nous n'irons pas plus loin car, vous le savez, depuis le coup bas de l'ordonnance du 16 avril, l'UNSA DOUANES a décidé d'assister aux réunions qu'en observatrice, sans participation aux débats. Nous n'en perdrons pas pourtant notre sens critique, loin de là ! Nous sommes donc prêts à vous entendre...